Volume 61 | Numéro 3 | Novembre 2026

Inter Pares
mondialiser l'égalité

bulletin

Investir dans le droit à l'alimentation

Partout dans le monde, joindre les deux bouts devient de plus en plus difficile.

Mais les communautés font preuve de créativité pour s'adapter. Dans ce *Bulletin*, vous découvrirez comment certaines parviennent à renforcer leur économie locale et à gagner en résilience grâce à l'action collective. Que ce soit au Bangladesh avec des petites exploitations agricoles qui conservent leurs semences, au Mexique avec des groupes communautaires qui investissent dans les petits commerces locaux ou au Canada avec des épiceries publiques, ces histoires montrent que les solutions durables naissent des communautés elles-mêmes.

C'est une fierté pour nous de les accompagner.



De fortes pluies peuvent détruire des récoltes entières à Nayapara, au Bangladesh. Les communautés peuvent compter sur leurs banques de semences locales pour les aider à replanter leurs champs. | Photo : Amani Khalfan/Inter Pares

Miser sur les semences au Bangladesh

« Préserver les semences, c'est assurer les récoltes de demain », peut-on lire sur une affiche dans un petit bâtiment de Nayapara, un village du nord du Bangladesh.

Dans un monde où tout semble coûter plus cher de jour en jour, on pense davantage à épargner.

Pour les agriculteur-rice-s avec peu de moyens du Bangladesh rural, conserver les semences est une façon de mettre de l'argent de côté. C'est ce qui leur permet de cultiver la terre l'année suivante plutôt que de s'endetter en achetant des semences commerciales saison après saison. ▸▸▸

Les banques de semences communautaires permettent de conserver les graines d'une récolte pour assurer celles de demain. Celle de Nayapara est gérée par un groupe de 17 personnes, principalement des femmes autochtones, avec le soutien de notre nouvel homologue, le Bangladesh Resource Center for Indigenous Knowledge (BARCIK).

Nous avons commencé à travailler avec BARCIK en janvier 2026 pour soutenir les petites exploitations agricoles. Depuis 1997, BARCIK fait la promotion d'une agriculture durable qui mise sur les ressources locales plutôt que sur des intrants achetés, ce qui permet d'économiser sur les semences, les fertilisants et les pesticides. L'organisation encourage notamment la conservation des semences pour assurer l'accès à des variétés adaptées aux conditions locales, sans devoir en racheter chaque saison.

La diversité des semences constitue également une forme d'assurance. Cette région du Bangladesh est sujette aux pluies torrentielles, aux inondations et aux glissements de terrain qui peuvent détruire des récoltes entières. La crise climatique et les conflits internationaux ne font qu'en amplifier les coûts. Les agriculteur-rice-s peuvent alors compter sur leur banque de semences locale pour replanter leurs champs.



Supti Dawa (à gauche) et Benuka Goreng (à droite), deux des membres de la communauté qui gèrent la banque de semences de Nayapara au Bangladesh, avec l'aide d'Inter Pares et de notre homologue BARCIK. | Photo : Amani Khalfan/Inter Pares

> Les banques de semences communautaires permettent de conserver les graines d'une récolte pour assurer celles de demain.

Même si elle existe depuis moins d'un an, la banque de semences de Nayapara s'inscrit dans la longue histoire d'Inter Pares aux côtés des petites exploitations agricoles pour les aider à reprendre aux grandes entreprises le contrôle de leur système alimentaire.

En Afrique de l'Ouest comme en Inde, nous appuyons depuis des décennies les petit-e-s producteur-rice-s pour préserver leurs semences. Au Pérou, nous accompagnons des personnes vivant en milieu rural ayant survécu à des stérilisations forcées afin qu'elles puissent mettre sur pied de petites exploitations agricoles, générer des revenus et diversifier leur alimentation.

En Birmanie, la guerre fait grimper le coût de la vie et rend l'accès à la nourriture plus difficile. Nous soutenons des communautés autochtones partenaires dans plusieurs États afin qu'elles puissent produire davantage de nourriture localement, réduire leur dépendance aux importations et améliorer leur accès à des aliments nutritifs. Ce travail vise aussi à protéger de précieuses variétés de semences locales et les personnes qui les préservent, toutes deux menacées par le conflit.

Dans l'État Chin, une banque destinée à préserver les variétés de riz locales génère des revenus pour les communautés avoisinantes. Ces fonds permettent de payer les services d'un-e professionnel-le de la santé et des médicaments essentiels.

L'affiche sur le mur de la banque de semences de Nayapara n'est que le début de l'histoire. Pour les agriculteur-rice-s, au Bangladesh, en Birmanie ou au Canada, la hausse des coûts, les bouleversements climatiques et la guerre font de la conservation des semences bien plus qu'une façon d'assurer les récoltes futures. C'est une façon de renforcer les communautés, de gagner en autonomie et d'avoir une dépense de moins à assumer dans un monde de plus en plus incertain.

Derrière la facture d'épicerie

Une entrevue avec Aaron Vansintjan, Réseau pour une alimentation durable

Même si le Canada produit plus qu'assez de nourriture pour nourrir sa population, près du quart de celle-ci souffre d'insécurité alimentaire. Avec le Réseau pour une alimentation durable, nous appuyons des solutions de politiques publiques qui ciblent les racines du problème. Entretien avec Aaron Vansintjan, gestionnaire des politiques, qui nous explique pourquoi tant de gens peinent à payer leur épicerie et présente des pistes de solutions.

Pourquoi l'insécurité alimentaire est-elle en hausse au Canada?

La cause la plus directe de l'insécurité alimentaire est le manque de revenu : sans argent suffisant, pas moyen d'acheter de la nourriture. C'est pourquoi nous préconisons avant tout des solutions qui permettent d'augmenter les revenus.

Il existe aussi des problèmes plus profonds : l'accès à la terre, surtout pour les personnes autochtones et le manque de souveraineté alimentaire chez certains groupes marginalisés. L'insécurité alimentaire est plus marquée parmi les communautés noires, autochtones et migrantes, et ce, à cause du racisme structurel et des freins à leurs habitudes alimentaires, qui dépendent notamment de l'accès à des aliments culturellement adaptés.

Comment la concentration du pouvoir dans le secteur de l'épicerie canadien influence-t-elle les aliments qu'on achète?

Au Canada, l'industrie agroalimentaire est fortement concentrée. La distribution en constitue un obstacle majeur. Dans bien des régions, les agriculteur-rice-s ne peuvent vendre leurs produits que par l'intermédiaire d'un ou deux grands distributeurs, qui appartiennent souvent aux mêmes détaillants.

J'ai parlé à un producteur québécois qui ne pouvait vendre ses aliments à des détaillants établis à cause des coûts de distribution. Il exporte désormais ses légumes biologiques au Kentucky, où les prix sont meilleurs.

Ce phénomène de concentration, qui touche toute la chaîne d'approvisionnement, complique la vente à des prix abordables et l'accès à des produits cultivés au Canada.

Le Réseau pour une alimentation durable étudie la possibilité de créer des épiceries publiques. À quoi pourraient-elles ressembler?

En matière de logement, d'éducation et de santé, notre société reconnaît la nécessité d'avoir des solutions qui ne reposent pas uniquement sur le marché, puisque celui-ci ne garantit pas à tout le monde un accès à ces besoins essentiels.

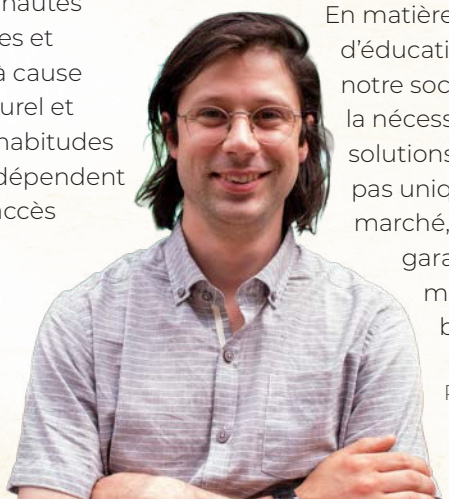


Photo : Réseau pour une alimentation durable

Pourtant, nous ne semblons pas appliquer ce même principe au système alimentaire, même si l'alimentation est un droit humain.

L'épicerie publique, ce serait un supermarché en partie détenu par l'État.

Par exemple, la ville de New York prévoit d'ouvrir une épicerie municipale dont elle assumera les coûts liés au bâtiment. Cela permettrait de vendre certains produits jusqu'à 30 % moins cher. Nous étudions différents modèles qui pourraient fonctionner au Canada, mais une chose devient très claire : pour que ce type de modèle fonctionne, il faut le subventionner.

Dans de nombreuses communautés éloignées du Nord, le gouvernement fédéral subventionne déjà des entreprises privées, mais celles-ci n'en font pas profiter les consommateurs. Dans ces situations, autant avoir une épicerie publique, sans but lucratif ou appartenant à la communauté, qui puisse garantir le droit à l'alimentation plutôt que de faire du profit sa priorité.

Qu'est-ce qui vous donne espoir en l'avenir?

Les gens reconnaissent qu'une crise existe et que le gouvernement doit investir massivement pour y remédier.

Il faut maintenant aller plus loin en renforçant les solutions axées sur le revenu et les modèles sans but lucratif qui garantissent à tout le monde le droit à l'alimentation. C'est la prochaine étape si nous voulons nous protéger contre une concentration encore plus grande du pouvoir des entreprises.

Quand une communauté investit dans l'avenir



Les femmes membres des caisses d'épargne communautaires, soutenues par la CIMICH, utilisent le capital mis de côté pour réinvestir dans des initiatives locales comme ce jardin communautaire. | Photo : CIMICH

Isabela Cruz vend du fil et de la laine à San Juan Cancuc, une ville du Chiapas, au Mexique. Les femmes de sa communauté utilisent ses produits pour broder des sacs, des mouchoirs et des *huipiles*, des chemisiers autochtones traditionnels. L'accès à l'emploi et aux biens de consommation étant limité en région éloignée, la boutique d'Isabela lui permet de subvenir à ses besoins tout en contribuant à préserver la broderie traditionnelle dans sa communauté.

Au fil du temps, Isabela a réussi à développer son commerce, mais cela n'a pas toujours été facile.

« Je voulais apprendre à épargner, parce que je ne savais pas comment équilibrer mon budget », raconte Isabela.

« Je finissais toujours par ne plus rien avoir. »

C'est ainsi qu'en 2019 Isabela a aidé à mettre sur pied une *caja de ahorros*, soit une caisse d'épargne communautaire où les membres peuvent faire des emprunts à faible taux d'intérêt.

La Coalición Indígena de Migrantes de Chiapas (CIMICH), un réseau de communautés autochtones de la région et un homologue d'Inter Pares, travaille avec des personnes comme Isabela pour former des groupes d'épargne. À l'heure actuelle, elle en soutient sept, qui comptent à leur actif plus d'une centaine de membres. Ces groupes participent à la grande mission de la CIMICH pour renforcer l'autonomie autochtone.

Grâce à l'épargne, Isabela a retrouvé de la stabilité dans sa vie.

« La *caja* représente beaucoup pour moi. Quand quelqu'un tombe malade dans la famille, nous pouvons emprunter de l'argent à même notre propre épargne… Plus besoin de demander des prêts à la banque. »

Au Chiapas, près de 70 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Les connaissances financières sont limitées, particulièrement chez les personnes autochtones et les femmes, et les taux d'intérêt peuvent atteindre les 20 %. Le manque de possibilités économiques dans la région pousse de nombreuses personnes autochtones à quitter la région.

« Quand les gens s'en vont, c'est par obligation, à cause du manque d'emplois », explique Diego López, de la CIMICH. « Chaque année, le coût de la vie augmente. »

La CIMICH travaille aux côtés de groupes d'épargne communautaires pour consolider des initiatives locales donnant aux populations les moyens de bâtir leur avenir. Que ce soit pour acheter et vendre des biens localement, comme Isabela, ou cultiver et vendre leurs propres aliments, les membres utilisent leur épargne afin de rester enraciné-e-s dans leurs terres ancestrales et éviter les risques de la migration.

À Colonia Puebla, une petite localité à l'ouest de San Juan Canuc, les femmes membres d'un groupe d'épargne communautaire ont aménagé une petite plantation de café biologique. Elles cultivent les caféiers sans pesticides synthétiques, dans l'espoir de vendre leur café localement dans les années à venir.

À l'image de l'entreprise d'Isabela, la plantation de café est née d'un choix collectif : se soutenir mutuellement. Ensemble, ces petits investissements donnent aux communautés la liberté de rêver et de construire leur avenir comme elles l'entendent.

« La *caja* représente beaucoup pour moi. Quand quelqu'un tombe malade dans la famille, nous pouvons emprunter de l'argent à même notre propre épargne… Plus besoin de demander des prêts à la banque. »

Inter Pares: 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada · Tél : 613-563-4801
1-866-563-4801 (sans frais) · Téléc : 613-594-4704 · info@interpares.ca · interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveurde la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1 | La publication de ce Bulletin est subventionnée par Affaires mondiales Canada

En partenariat avec Canada